

Nicos Poulantzas a développé une interprétation originale du fascisme, en tant que possibilité inhérente à l'ensemble des États capitalistes dans des conditions de crise. Ses travaux peuvent nous aider à comprendre le danger que représentent les extrêmes droites contemporaines mais aussi les tendances autoritaires au cœur de l'extrême centre néolibéral (dont le macronisme est une incarnation évidente).

[Nicos Poulantzas](#) fait partie de ces marxistes qui ont tenté de penser le fascisme comme un défi à la fois théorique et stratégique. Ses écrits sur le fascisme n'étaient pas simplement motivés par des considérations théoriques, ils répondaient également à des exigences politiques urgentes. Leur objectif est non seulement d'analyser le processus qui a conduit au fascisme, mais aussi à distinguer le fascisme en tant que régime des autres formes d'« État d'exception ».

Poulantzas a rejeté l'approche libérale qui présentait le fascisme comme une anomalie dans l'histoire du capitalisme et qui ne nous disait rien sur ce système en général. Mais il a également contesté le déterminisme économique des marxistes qui décrivaient les régimes fascistes comme une fonction nécessaire du développement capitaliste pendant l'entre-deux-guerres. Selon Poulantzas, le potentiel fasciste existait dans les États capitalistes, mais la réalisation de ce potentiel dépendait de l'issue des luttes de classe.

Avec la montée des mouvements politiques d'extrême droite en Europe, aux États-Unis et ailleurs, la question de savoir si ces mouvements vont répéter l'expérience du fascisme de l'entre-deux-guerres, en tout ou en partie, est largement débattue. Poulantzas peut constituer un point de référence important pour ces débats. Son avertissement selon lequel les démocraties capitalistes s'orientent vers une sorte d'« étatsisme autoritaire », qui préserve les formes de régime libéral-démocratique tout en piétinant les libertés civiles, semble particulièrement pertinent à la lumière des tendances contemporaines.

Le coup d'État de 1967 en Grèce

L'expérience de la dictature militaire grecque de 1967 à 1974 a été particulièrement importante pour le tournant de Poulantzas vers la question du fascisme. Ce régime a été un moment décisif pour le système politique et la gauche de ce pays, en particulier pour le mouvement communiste. Il représentait le cas-limite de l'État anticommuniste qui avait pris forme après la victoire du camp monarchiste dans la guerre civile de la fin des années 1940.

Cet État combinait certains éléments formels du parlementarisme avec la criminalisation de l'activité politique communiste et l'existence d'une « constitution parallèle », à savoir d'un ensemble de dispositions autoritaires, « exceptionnelles », mais inscrites dans la loi, et renforcées par le rôle de premier plan joué par des centres de pouvoir autonomisés au sein de l'État, tels que l'armée et la monarchie. Après une période de luttes sociales intenses et de crises politiques, l'armée s'est imposée comme le « parti de l'État » à la suite du coup d'État du 21 avril 1967 avec le soutien d'au moins certains éléments de l'État étasunien et de ses services.

En même temps, la facilité avec laquelle la dictature s'est instaurée a précipité la crise

stratégique pour la gauche. Les partis de gauche ne s'y étaient pas vraiment préparés, ce qui a conduit à des arrestations massives et porté les conflits internes du Parti communiste grec (KKE) à leur paroxysme, catalysant la scission du Parti en 1968. Mais Poulantzas avait également d'autres préoccupations.

En effet, certains courants de la gauche révolutionnaire de l'après-1968 en France, comme la Gauche prolétarienne maoïste, avaient tendance à dépeindre le gaullisme comme une forme de fascisme, une position rejetée par le théoricien marxiste grec. Poulantzas tenait en effet à se démarquer de ceux qui étendaient le qualificatif de « fasciste » à des formes de régime autoritaire qui étaient en réalité différentes du fascisme. En même temps, il voulait examiner comment les formes d'État fascistes, et plus généralement d'« Etat d'exception », pouvaient émerger dans des conjonctures de crise politique ou même de crise de l'État. Cela contrastait avec la tendance, évidente dans les nombreuses lectures dominantes du fascisme, à les considérer simplement comme une sorte de « pathologie » ou « d'anomalie » politique, au lieu de les traiter comme une possibilité latente au sein des formations sociales capitalistes.

Dans un texte paru en grec en 1967, dans le journal de l'Union des Étudiants Grecs à Paris (EPES), Poulantzas insistait sur le fait que le coup d'État de 1967 n'était pas fasciste, car la « base populaire » associée au fascisme classique lui faisait défaut^[1]. Il n'était pas non plus « bonapartiste » car on ne pouvait pas voir dans la Grèce de la fin des années 1960 l'« équilibre catastrophique » entre forces sociales adverses qui pourrait conduire au [bonapartisme](#), conformément à l'analyse de la situation française du 19^e siècle développée par Karl Marx et Friedrich Engels. Selon Poulantzas, il s'agissait d'un coup d'État qui correspondait à la stratégie internationale de l'impérialisme étatsunien. Il survenait dans une conjoncture marquée par une forte montée des luttes populaires, même si elles n'avaient pas atteint un point d'équilibre avec les forces de la bourgeoisie, mais aussi par des divisions au sein des classes dominantes. Le fait que certaines parties de l'État grec, comme l'armée, avaient acquis une autonomie relative en était un autre symptôme.

Poulantzas concluait que, puisque la prise de pouvoir par l'armée en 1967 n'était pas un coup d'État fasciste et qu'elle était dépourvue de base populaire, la gauche devait boycotter toute tentative du nouveau régime de créer des organisations de masse :

« Selon le rapport de Dimitrov, ces organisations devaient être utilisées [pour y déployer l'activité des communistes] - comme c'était le cas en Allemagne et en Italie - parce qu'un révolutionnaire est partout où se trouvent les masses et qu'il y fait son travail. Et Dimitrov se moque sans cesse des 'révolutionnaires' qui posent le problème au niveau de l'« honnêteté » individuelle. D'autre part, si, comme je le pense, il ne s'agit pas d'un coup d'État fasciste, a fortiori d'un régime stabilisé, notre ligne doit être le « boycott » absolu des organisations qu'il pourrait créer pour attirer les masses, afin de le maintenir dans son isolement »^[2].

Cette position contrastait également avec celle adoptées par les partis de gauche clandestins dans l'Espagne franquiste, qui avaient infiltré les syndicats officiels que le régime avait mis en place.

Fascisme et dictature

La principale élaboration théorique de Poulantzas sur ces questions se trouve dans *Fascisme et dictature*^[3], dont la première édition date de 1970, deux ans après son célèbre ouvrage *Pouvoir politique et classes sociales*. Il y poursuit son effort de théorisation cohérente du fascisme, dans sa distinction d'avec les autres formes d'État d'exception, et revient sur les questions de stratégie révolutionnaire dans le sillage de mai 1968.

Pour Poulantzas, le fascisme était l'« *une des conjonctures possibles* »^[4] du stade impérialiste du capitalisme. Il conçoit l'impérialisme comme une « étape du développement capitaliste dans son ensemble » qui n'est « ne constitue pas un phénomène réductible au seul procès économique. Plus même : ce n'est que dans la mesure où l'on considère l'impérialisme comme un phénomène affectant à la fois l'économique, le politique et l'idéologie, que l'on peut fonder l'internationalisation particulière des rapports sociaux dans ce stade ».^[5] Poulantzas opposait cette perspective à l'économicisme de la Troisième Internationale.

Une caractéristique de cette étape en particulier, outre ses transformations sur le plan économique, était qu'elle assignait un nouveau rôle à l'État capitaliste, « concernant à la fois ses fonctions nouvelles, l'extension de son intervention, et l'indice de son efficace ».^[6] Poulantzas a relié cela à une accumulation de contradictions au sein de la chaîne impérialiste pendant l'entre-deux-guerres : « si la révolution fut faite au niveau du maillon le plus faible de la chaîne (en Russie), le fascisme s'instaura dans les deux maillons relativement les plus faibles dans l'aire européenne à l'époque ».^[7]

Poulantzas insistait sur le fait que le fascisme ne pouvait être expliqué que par référence « à la *situation concrète* de la lutte des classes, qui n'est nullement réductible à quelque nécessité inéluctable du développement « économique » du capitalisme ».^[8] Il rejetait ce qu'il appelait le « catastrophisme » de la Troisième Internationale, l'idée que l'effondrement du système était le résultat fatal de ses contradictions internes, et pensait que ce paradigme défectueux pouvait expliquer bon nombre des échecs stratégiques du mouvement communiste européen concernant le fascisme.

Poulantzas soutenait qu'il était à la fois analytiquement et politiquement désastreux de présenter le fascisme comme un phénomène qui rapprocherait de la révolution, tous deux étant compris comme des expressions de la crise économique supposément catastrophique du capitalisme. Dans *Fascisme et dictature*, il a tenté de développer une théorie qui traite le fascisme comme « une forme d'État et de régime à la 'limite' extrême de l'État capitaliste. »^[9] Cela signifie qu'il n'est ni un cas « pathologique » d'État bourgeois ni un développement inévitable de celui-ci, mais qu'il dépend de conjonctures particulières déterminées par l'issue des luttes de classes.

Poulantzas a souligné l'importance des analyses du fascisme développées par des penseurs communistes tels qu'[August Thalheimer](#), Antonio Gramsci et Léon Trotsky. Dans le même temps, cependant, il a critiqué certains de leurs arguments. [Il pensait](#), par exemple, que la notion d'« équilibre catastrophique » que Thalheimer et Gramsci avaient utilisée, en s'appuyant sur l'interprétation du bonapartisme de Marx, n'était pas applicable dans les cas où la classe ouvrière avait déjà été vaincue, comme l'Italie ou l'Allemagne des années 1920. Il pensait également que Trotsky avait eu tort de percevoir un danger fasciste imminent en France dans les années 1930.

Les éléments du fascisme

Selon Poulantzas, les éléments clés de l'émergence du fascisme sont les suivants.

Tout d'abord, l'existence d'une « *situation d'approfondissement et d'exacerbation des contradictions internes parmi les classes et fractions des classes dominantes.* »^[10] Ce processus débouche sur une crise de l'hégémonie, dans le sens où « *aucune classe ou fraction de classe dominante ne semble capable d'imposer, soit par ses propres moyens d'organisation politique, soit par le biais de l'Etat « démocratique parlementaire », sa direction sur les autres classes et fractions du bloc au pouvoir.* »^[t1]^[11]

Dans ce contexte, émerge « l'hégémonie d'une nouvelle fraction de classe au sein du bloc au pouvoir : celle du *capital financier, voire du grand capital monopolistique* »^[12], ainsi qu'une crise de la représentation des partis et de l'idéologie dominante. La « *stratégie d'offensive de la bourgeoisie* » coïncide ainsi avec une « *étape défensive de la classe ouvrière* »^[13].

Tout en développant ces éléments, Poulantzas voulait éviter toute conception étroitement « instrumentaliste » du fascisme. Il insistait sur le fait que pendant et après leur accession au pouvoir, les partis et les États fascistes disposaient généralement d'une « autonomie relative »^[14] par rapport au bloc de classe au pouvoir et aux fractions spécifiques du grand capital monopoliste dont ils avaient établi l'hégémonie.

Poulantzas était très critique à l'égard de certains aspects de l'analyse du fascisme développée par la Troisième Internationale. Il visait notamment les formulations du dirigeant communiste bulgare [Georgi Dimitrov](#) au [septième congrès de l'Internationale Communiste, en 1935](#), dans lesquelles le fascisme était défini comme « la dictature des éléments les plus réactionnaires, chauvins et impérialistes du capital financier. » Pour Poulantzas, il s'agissait d'une conception schématique des intérêts économiques que l'État fasciste représentait. Cette conception ouvrait également la voie à une stratégie d'alliances qui pouvait inclure toutes les fractions du capital à l'exception de celles identifiées par Dimitrov comme faisant partie du socle du fascisme. Bien que le fascisme représente un nouveau rapport de forces au sein des classes dominantes, cela ne signifie pas, selon l'auteur de *Fascisme et dictature*, qu'il représente exclusivement les intérêts du capital financier.

De plus, contrairement à la rhétorique de la Troisième Internationale, Poulantzas insistait sur le fait que d'importantes défaites des classes ouvrières et une crise idéologique du mouvement ouvrier et de ses organisations sont des aspects importants de la montée du fascisme. Il a également souligné l'inadéquation du concept de « [social-fascisme](#) », qui présentait la social-démocratie et le fascisme comme des forces jumelles, potentiellement complices, et sous-estimait le fait que les partis fascistes avaient développé une base sociale propre.

Poulantzas a, en outre, étudié l'attachement particulier des couches petites-bourgeoises aux partis fascistes. Il soutenait que, dans une période de crise économique et politique, certains éléments de l'idéologie des partis fascistes, comme la « [statolâtrie](#) », le nationalisme, l'élitisme, le racisme et le militarisme, offrent un exutoire à ces couches.

Poulantzas a proposé une analyse très détaillée du fascisme au pouvoir en tant qu'« État d'exception » interventionniste qui a contribué à surmonter une crise idéologique et élargi le champ d'intervention de l'État au-delà des limites fixées par la loi. Le système de parti unique n'a pas éliminé les contradictions entre les différentes fractions des classes dominantes, insiste-t-il, mais il a offert des formes de « représentation directe » typiques de l'idéologie fasciste :

« Il s'agit là de formes typiques de « représentation directe » dans les cas de désorganisation politique du bloc au pouvoir, de court-circuitage des partis politiques par le rôle direct d' « organisateur » d'autres appareils d'État, et de formes, typiques également, de soumission des masses populaires à l'idéologie dominante. »^[15]

La suspension des élections compétitives et multipartites ne signifie pas la suspension de la légitimité en tant que telle, estimait Poulantzas, prenant ainsi le contrepied des théories du totalitarisme. Les partis fascistes au pouvoir invoquaient constamment une certaine forme de « souveraineté populaire » et s'engageaient dans la mobilisation régulière des masses.

Crises organiques

Fascisme et Dictature est une contribution importante au débat sur la nature du phénomène fasciste. Cet ouvrage avait certainement des défauts, comme la tendance de l'auteur à penser que les stratégies articulées au sein des appareils d'État étaient déterminées principalement par le rapport de forces au sein des fractions de la classe dominante et entre celles-ci. Cela allait à l'encontre de sa propre insistance sur l'autonomie relative de l'État. Poulantzas a également sous-estimé la mesure dans laquelle le fascisme était fondé sur une forme de politique de masse.

Néanmoins, son analyse permet de combiner deux dimensions essentielles de ce phénomène. D'une part, elle traite le fascisme comme un aspect « organique » de certaines périodes historiques, lié à la transformation des régimes d'accumulation et des appareils d'État. De l'autre, elle souligne ses caractéristiques contingentes, qui reflètent la dynamique conjoncturelle de la lutte des classes dans tel ou tel pays. De cette manière, Poulantzas soulignait le potentiel d'émergence du fascisme tout en montrant que toute forme d'autoritarisme étatique n'était pas fasciste.

Le même désir d'éviter de qualifier de « fascistes » toutes les formes d'« État d'exception » était évident dans *La crise des dictatures*, publié en 1975^[16]. Il s'agit d'un livre plus « interventionniste » que ses autres travaux, écrit dans le but d'analyser la fin des régimes autoritaires de droite en Grèce, au Portugal et en Espagne au milieu des années 1970. Il contient des observations très intéressantes sur le rôle de l'impérialisme étatsunien.

Poulantzas a identifié une « pluralité de tactiques étatsuniennes » dans leur attitude à l'égard des régimes d'Europe du Sud. Cette pluralité est « liée aux contradictions du capital étatsunien lui-même » qui ont trouvé leur expression au sein de l'État, à Washington :

« C'est là un cas original de 'fascisme extérieur', c'est-à-dire d'une politique extérieure qui, le plus souvent, n'hésite pas à recourir aux pires génocides, pourtant incarnée par des institutions qui, loin certes de représenter un cas idéal de démocratie bourgeoise – on n'a qu'à penser, entre autres, à la situation des minorités sociales et ethniques aux USA – permettent néanmoins une représentation organique des diverses fractions du capital au sein des appareils et des branches de l'appareil d'Etat. Un tel régime, s'il est fondé sur une véritable union sacrée de la grande majorité de la nation sur les objectifs politiques principaux (union sacrée sur laquelle il y aurait beaucoup à dire) s'accompagne nécessairement de contradictions constantes et ouvertes au sein des appareils d'Etat »^[17].

À tout moment, selon Poulantzas, l'attitude de Washington peut englober « un certain nombre de solutions possibles » qui vont de « divers degrés de soutien à l'acceptation plus ou moins passive de solutions considérées comme un moindre mal, jusqu'à une certaine rupture. » Les divers appareils d'Etat impliqués dans la politique étrangère étatsunienne pourraient même, dans une certaine mesure, travailler à contre-emploi :

« La CIA, le Pentagone et l'appareil militaire, le Département d'Etat, l'exécutif – l'administration [présidentielle] et le Congrès adoptent souvent des tactiques différentes : on l'a vu, on le voit encore, pour la Grèce, le Portugal, et l'Espagne. Qui plus est, ces tactiques sont parfois parallèles, suscitant des réseaux eux-mêmes parallèles qui s'ignorent ou même se combattent les uns les autres. »^[18]

L'étatisme autoritaire

Dans les années 1970, Poulantzas a continué à travailler sur les questions relatives à l'Etat, en orientant ses recherches dans deux directions importantes. D'une part, Poulantzas développe une définition relationnelle très originale de l'Etat, selon laquelle l'Etat n'est pas une « entité intrinsèque » mais est lui-même « un rapport, plus précisément la condensation d'un rapport de forces entre classes et fractions de classe. »^[19]

D'autre part, il a proposé une théorisation plus élaborée de ce qu'il désigne comme la « crise de l'Etat » :

« Il s'agit là d'une série de contradictions qui s'expriment, de façon spécifique, au sein même de l'Etat (l'Etat est la condensation matérielle d'un rapport) et qui sont des facteurs directs des caractéristiques propres de la crise de l'Etat, des contradictions internes accrues entre branches et appareils d'Etat et au sein de chacun d'eux, aux déplacements complexes de dominance entre appareils, à leurs permutations de fonction, à l'accentuation du rôle idéologique de tel ou tel appareil donné accompagnant le renforcement dans l'exercice de la violence d'Etat, etc. Toutes choses qui témoignent des tentatives de l'Etat pour restaurer à l'égard des classes dominées une hégémonie de classe chancelante. »^[20]

Pour Poulantzas, cela conduit à un tournant autoritaire « qui pourrait signifier simplement qu'une certaine forme de 'politique démocratique' a pris fin dans le capitalisme. »

Poulantzas a identifié une série de transformations qui composent ce nouvel autoritarisme propre à « l'État fort » :

« La concentration prodigieuse du pouvoir dans l'exécutif aux dépens non seulement de la représentation "populaire" parlementaire mais également aux dépens d'une série de réseaux de représentation fondés sur le suffrage populaire... La confusion organique des trois pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) et l'empiètement constant des champs d'action et de compétence des appareils ou branches qui leur correspondent . . . Le rythme accéléré de restriction des libertés politiques des citoyens face à l'arbitraire étatique . . . Le déclin précipité du rôle des partis politiques bourgeois et le déplacement de leur fonctions politico-organisationnelles (à l'égard à la fois du bloc au pouvoir and et des classes dominées) vers l'administration et la bureaucratie d'Etat . . . L'accentuation dans l'exercice de la violence d'Etat (à la fois dans le sens de la violence physique et dans le sens de la 'violence symbolique') . . . La mise en place de tout un filet de nouveaux circuits et courroies de 'contrôle social' (îlotage policier, sectorisation psychologico-psychiatrique, encadrement d'assistance sociale) »^[21].

Dans son dernier ouvrage, [*L'Etat, le pouvoir et le socialisme*](#), Poulantzas discerne dans ces transformations des Etats capitalistes l'émergence de ce qu'il désigne comme un « étatisme autoritaire » :

« Une nouvelle forme d'Etat est en train de s'imposer... que je désignerai, faute de mieux, du terme d'étatisme autoritaire. Terme qui peut indiquer la tendance générale de cette transformation : l'accaparement accentué, par l'Etat, de l'ensemble des domaines de la vie économique-sociale articulé au déclin décisif des institutions de la démocratie politique et à la restriction draconienne, et multiforme, de ces libertés dites 'formelles' dont on découvre, maintenant qu'elles vont à vau l'eau, la réalité »^[22].

Poulantzas a pris soin de distinguer cet étatisme autoritaire du totalitarisme ou du fascisme. Ce n'est pas parce qu'il sous-estimait l'ampleur de ces transformations ou leur caractère autoritaire mais plutôt parce que, pour lui, nous n'avons pas affaire à une forme « d'État d'exception » mais à la mutation autoritaire des États capitalistes « démocratiques » eux-mêmes :

« L'émergence de l'étatisme autoritaire ne peut donc être identifiée ni à un nouveau fascisme ni à un processus de fascisation. Cet Etat n'est ni la forme nouvelle d'un effectif Etat d'exception ni, en soi, la forme transitoire vers un tel Etat : *il représente la nouvelle forme 'démocratique' de la république bourgeoise dans la phase actuelle*. . . . Cet état, pour la première fois probablement dans l'existence et l'histoire des Etats démocratiques States, non seulement contient des éléments épars et diffus de totalitarisme, mais cristallise leur agencement organique en dispositif permanent et parallèle à l'Etat officiel »^[23].

Pendant cette période, Poulantzas s'est intéressé à la transformation autoritaire des États capitalistes ainsi qu'au caractère autoritaire ou « totalitaire » du « socialisme réellement existant » dans le bloc de l'Est dirigé par les Soviétiques. Dans un certain sens, la conception d'une voie démocratique vers le socialisme qu'il a formulée dans *L'État, le pouvoir et le socialisme* était sa façon de relever ces deux défis.

Poulantzas pensait que, grâce à l'existence de mouvements sociaux puissants, il serait possible d'imposer des changements profonds au sein de l'État qui pourraient condenser le basculement du rapport de forces au niveau social. Par une stratégie combinant la conquête du pouvoir gouvernemental et la mobilisation sociale autonome, une voie à la transformation socialiste pourrait s'ouvrir. Cette idée d'un socialisme démocratique qui combinerait des formes de démocratie représentative et directe était aussi sa réponse à l'impasse du « socialisme réellement existant » à la soviétique.

Lire Poulantzas aujourd'hui

Poulantzas a été fortement critiqué pour son optimisme excessif quant à la possibilité d'une transformation radicale-démocratique de l'État et pour avoir sous-estimé la manière dont les dynamiques matérielles inscrites dans l'État, précisément ce qu'il décrivait comme un « étatisme autoritaire », imposeraient leur logique à tout accès au gouvernement de forces de gauche (comme le montrera l'expérience de pays comme la France et la Grèce dans les années 1980). Son suicide en 1979 a mis un terme prématuré à sa trajectoire théorique, laissant ouvertes de nombreuses questions sur les directions que sa pensée aurait pu suivre par la suite.

Poulantzas nous a toutefois légué des connaissances inestimables sur la transformation des États capitalistes. Il a notamment identifié des tendances et des changements autoritaires qui allaient devenir beaucoup plus évidents dans les années qui ont suivi sa disparition. Les aspects autoritaires et disciplinaires des États néolibéraux ne nous sont que trop familiers, notamment l'utilisation de la législation « antiterroriste » comme couverture de pratiques répressives et de mécanismes de surveillance.

Poulantzas avait également raison d'anticiper que le programme néolibéral de privatisation et de déréglementation n'impliquerait pas le recul de l'État. Bien au contraire, il nécessite l'expansion des interventions et des mécanismes administratifs, dont la plupart sont isolés de toute forme de contrôle démocratique ou de perméabilité aux mouvements populaires.

La prolifération d'autorités prétendument « indépendantes » (et non élues) et le pouvoir accru des banques centrales en sont des exemples typiques. Dans le contexte européen, l'imposition de politiques néolibérales sous les auspices de l'intégration européenne a signifié l'extension de l'autorité des institutions non élues de l'Union européenne et la priorité donnée à la réglementation européenne sur les processus de décision démocratique au niveau national.

Les travaux de Poulantzas peuvent nous aider à mieux comprendre la montée actuelle de mouvements politiques d'extrême droite. Celle-ci est liée non seulement à des situations de crise politique, y compris la crise de la gauche sous ses différentes formes, mais aussi à la transformation autoritaire des États, avec la montée de nouvelles formes de racisme d'État dirigées contre les migrant.e.s et les réfugié.e.s. En outre, et peut-être surtout, son travail

fait ressortir le fait que nous ne pouvons pas séparer la résistance au fascisme et à l'autoritarisme étatique des luttes anticapitalistes plus larges.

Une telle résistance ne peut être efficace que si elle repose sur un bloc des classes travailleuses avec les autres classes subalternes, plutôt que sur des alliances minimalistes limitées à la simple défense de la démocratie libérale. Après tout, ce sont principalement les partis du soi-disant « arc constitutionnel » qui ont orchestré les mutations « post-démocratiques » actuelles des États capitalistes avancés. La plupart des mouvements politiques d'extrême droite n'ont aucun problème à déclarer leur pleine conformité avec le cadre institutionnel actuel de la démocratie libérale, y compris ses incarnations transnationales telles que l'UE.

Cela met en évidence une autre leçon importante que nous pouvons tirer de Poulantzas. Si sa vision d'une voie démocratique vers le socialisme a été critiquée à juste titre pour ses possibles lectures réformistes, son affirmation selon laquelle « le socialisme ne peut être que démocratique » n'était pas simplement une question de prise de distance par rapport à l'expérience de l'URSS et de ses satellites. Elle implique également que « la démocratie ne peut être que socialiste », en ce sens qu'il n'y a pas de liaison « organique » entre le capitalisme et la démocratie. La seule façon de parvenir à la démocratie en tant que gouvernement autonome des subalternes est de lutter pour dépasser le capitalisme.

*

Panagiotis Sotiris travaille comme journaliste à Athènes et enseigne à la [Hellenic Open University](#). Il est membre du comité de rédaction d'[Historical Materialism](#).

Cet article est initialement paru [sur le site de Jacobin](#) (Etats-Unis) le 5 janvier 2023. Traduit pour *Contretemps* par Stathis Kouvélakis, avec l'aide de l'auteur.

Illustration : Wikimedia Commons.

Notes

^[1] « Οι πολιτικές μορφές του στρατιωτικού πραξικοπήματος » [Les formes politiques du coup d'Etat militaire] (juin 1967), in *Ο πολιτικός διανοούμενος Νίκος Πουλαντζάς. Κείμενα 1967-1979* [Nicos Poulantzas, *intellectuel politique. Textes 1967-1979*], édition préparée par Dimitris Karydas et Dimitris Psarras, Athènes, Εκδοση της Εφημερίδας των Συντακτών, 1979.

^[2] *Ibid.* p. 34.

^[3] Nicos Poulantzas, *Fascisme et dictature. La Troisième Internationale face au fascisme*, Paris, Seuil, 1974.

^[4] *Ibid.*, p. 13.

^[5] *Ibid.*, p. 20.

^[6] *Ibid.*, p. 17.

^[7] *Ibid.*, p. 22.

^[8] *Ibid.*, p. 40.

^[9] *Ibid.*, p. 63.

^[10] *Ibid.*, p. 77.

^[11] *Ibid.*, p. 78.

^[12] *Ibid.*, p. 79.

^[13] *Ibid.*, p. 85.

^[14] *Ibid.*, p. 96.

^[15] *Ibid.*, p. 364.

^[16] Nicos Poulantzas, *La crise des dictatures*, Paris, Seuil/Maspero, 1975.

^[17] *Ibid.*, p. 41.

^[18] *Ibid.*, p. 42.

^[19] Nicos Poulantzas, *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 1978, p. 141.

^[20] Nicos Poulantzas, « Les transformations actuelles de l'Etat, la crise politique et la crise de l'Etat », in Nicos Poulantzas (dir.), *La crise de de l'Etat*, Paris, PUF, 1976, p. 44-45.

^[21] *Ibid.* p. 55-56.

^[22] *L'Etat, le pouvoir, le socialisme, op. cit.*, p. 225-226.

^[23] *Ibid.*, p. 231-232, 233.